

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 13/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LEPICARD AGRICULTURE

21 rue Jacques Ferny
76760 Yerville

Références : UDRD.2025.06.R.09
Code AIOT : 0005801570

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2025 dans l'établissement LEPICARD AGRICULTURE implanté RTE DE LA MER 76590 BELMESNIL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LEPICARD AGRICULTURE
- RTE DE LA MER 76590 BELMESNIL
- Code AIOT : 0005801570
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Lepicard Agriculture de Belmesnil a pour activité le stockage et le commerce de céréales, d'engrais, de produits phytopharmaceutiques et d'aliments pour bétail.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Adéquation du matériel	AP de Mise en Demeure du 13/05/2024, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Installations de séchage	AP de Mise en Demeure du 13/05/2024, article 1	Levée de mise en demeure, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Moyens fixes de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 02/04/2012, article 20	Demande d'action corrective	1 mois
6	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 02/04/2012, article 15	Demande d'action corrective	1 mois
8	Nettoyage des locaux	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
3	Silothermométrie	Arrêté Préfectoral du 02/04/2012, article 13	Sans objet
7	Stockage d'engrais	AP de Mise en Demeure du 13/05/2024, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objet de la visite, réalisée de façon inopinée, était de récolter l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 mai 2024 et d'assurer du respects des prescriptions applicables au site, notamment concernant le nettoyage du silo.

Le jour de la visite, l'état d'empoussièrement du silo et la présence de grain au sol sur les différents niveaux montrent un défaut manifeste de nettoyage. L'inspection propose donc à Monsieur le préfet de la Seine Maritime de mettre en demeure l'exploitant de procéder au nettoyage des installations accessibles mais également des installations difficilement accessibles selon les délais indiqués ci-dessous.

Le jour de la visite, la quantité d'eau incendie présente sur le site était inférieure à la quantité prescrite par l'arrêté préfectoral du site. Cependant les travaux devant, selon l'exploitant, être achevés

pour le mois de juillet 2025, l'inspection ne propose pas à ce stade de mise en demeure.

Enfin, concernant le récolement de l'arrêté de mise en demeure du 13 mai 2024, la situation est régularisée pour deux points (remise en conformité des installations de séchage et stockage d'engrais). L'inspection des installations classées attend un retour de l'exploitant sur l'adéquation ATEX du matériel selon les délais indiqués pour pouvoir statuer sur ce dernier point.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques» ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.
Constats : Suite à la visite du 03 avril 2024, l'inspection avait demandé à l'exploitant, pour le contrôle des installations électriques prévu le 26 avril 2024, de faire en sorte qu'il n'y ait pas de limites à la vérification, en communiquant tous les documents utiles à l'organisme de contrôle et en mettant à disposition de l'organisme en charge des contrôles réglementaires sur ses installations, les équipements de sécurité nécessaires au bon exercice de leur mission et permettant l'accès à la totalité des installations. L'inspection demandait à l'exploitant de lui transmettre le compte rendu et l'attestation Q18 dès réception de celle-ci. <i>Cependant l'étude d'adéquation ATEX des matériels utilisés n'était pas achevée lors de ce contrôle en avril 2024 puisque l'intervention de vérification de l'adéquation du matériel électrique en zone ATEX par un organisme compétent était programmée pour le 14 août 2024.</i> Par courrier électronique du 22 août 2024, l'exploitant avait néanmoins transmis à l'inspection les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- le rapport de contrôle au titre des ICPE, où aucune non-conformité n'avait été relevée. Cependant l'organisme de contrôle indiquait que « la liste des appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosion n'a pas été présentée » et qu'« une intervention est programmée le 14/08/2024 pour la vérification de l'adéquation du matériel électrique en zone ATEX » ;- l'attestation Q18 où tous les documents étaient notés présentés et la vérification des installations notée complète. Ce document attestait que l'installation « ne peut pas entraîner de risques d'incendie ou d'explosion ».- le compte rendu Q18 (rapport détaillé de vérification périodique) indiquait quant à lui que la « déclaration CE de conformité et les notices d'instruction des matériels installés dans les locaux ou emplacements à risques d'explosion n'avaient pas été présentées lors de la vérification », de plus

les limites de vérifications suivantes étaient notées : « *continuité de la mise à la terre appareils d'éclairage installé en hauteur, faute de mise à disposition de moyens d'accès en sécurité* ».

Le jour de la visite inopinée, les documents relatifs au contrôle réalisé en 2025 n'étaient pas disponibles sur le site. Par courrier électronique du 2 juin 2025, l'exploitant a transmis les documents suivants, relatif au contrôle du 16 mai 2025 :

- le rapport de contrôle des installations électriques au titre des ICPE 2160. Tous les documents ont été présentés, aucune non-conformité n'a été relevée par l'organisme de contrôle ;
- le compte rendu et attestation Q18. Tous les documents ont été présentés, aucune non-conformité n'a été relevée par l'organisme de contrôle. La vérification complète des installations a permis de conclure que l'installation ne peut pas entraîner de risque d'incendie ou d'explosion.

L'exploitant a respecté les demandes formulées par l'inspection lors de la visite précédente.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Adéquation du matériel

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/05/2024, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Adéquation ATEX

Prescription contrôlée :

La société LEPICARD AGRICULTURE (n°SIRET 977 080 035 00065), dont le siège social est situé 21, rue Jacques Ferny à YERVILLE (76760) est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour son établissement situé route de la mer à BELMESNIL (76590) :

- l'article 65 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, en élaborant le DRPCE et le document justifiant de l'adéquation ATEX des matériels utilisés en zone ATEX **avant le 30 juin 2024**.
[...]

Constats :

Suite à la mise en demeure du 13 mai 2024, l'exploitant a transmis par courriers électroniques du 05 août 2024 et du 22 août 2024 le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) daté du 16 juillet 2024 et le recensement et adéquation ATEX du 14 août 2024. Plusieurs non-conformités sont recensées dans l'étude d'adéquation ATEX, notamment pour absence de marquage ATEX sur différents boîtiers, arrêt d'urgence...

Par courrier électronique du 10 septembre 2024, l'inspection demandait à l'exploitant de transmettre son plan d'action et les documents justifiant de la mise en conformité ATEX des installations.

Le jour de la visite l'inspection a demandé à l'exploitant de justifier la levée des non-conformités recensées dans le document d'août 2024.

Par courrier électronique du 02 juin 2025 l'exploitant a transmis l'étude d'adéquation et le recensement ATEX du site.

Ce document ne fait état d'aucune non-conformité. Cependant le numéro d'intervention

(E5426923 2401), le numéro de révision (v0) et la date (14 août 2024) sont identiques au document transmis en août 2024, où plusieurs non-conformités étaient relevées.

Commentaire n°1 : considérant les rapports de contrôles des installations électriques transmis par l'exploitant (voir point de contrôle précédent « installations électriques ») il semble que le recensement du matériel présent en zone ATEX, transmis par l'exploitant le 2 juin 2025, soit bien une version postérieure à celle transmise le 14 août. Toutefois, l'inspection ne peut pas statuer avec certitude sur la régularisation de la situation.

Demande n°1 : L'exploitant se rapproche de son prestataire et obtient un document relatif au recensement du matériel présent en zone ATEX avec la bonne date d'intervention et le bon numéro de révision. L'exploitant transmet ce document à l'inspection **avant le 15 juillet 2025**. L'inspection pourra alors statuer sur la régularisation de la situation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Silothermométrie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2012, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Silothermométrie

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables.

Conformément à l'étude de dangers, le matériel employé est défini comme suit :

Silo 1 : 1 sonde à 3 points de mesure par cellule, avec report d'alarme au niveau du synoptique

Silo 2 → 4 sondes à 5 points de mesure par cellule, avec report d'alarme au niveau du synoptique

Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des Installations classées.

Les sondes thermométriques fixes sont reliées à un poste de commande. Les dépassements de seuils prédéterminés sont visibles immédiatement en supervision. En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours.

L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes (étalonnages, maintenance préventive...)

En cas de dysfonctionnement du réseau de la silothermométrie, des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage.
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite du 03 avril 2024, où l'inspection avait constaté que les deux seuils d'alerte du synoptique du site étaient réglés 20 °C, l'inspection avait demandé à l'exploitant de configurer son synoptique avec deux valeurs d'alerte différentes. Le premier seuil correspondant au niveau où la surveillance doit être renforcée (à minima hebdomadaire tant que la température n'est pas stabilisée) puis un second seuil nécessitant une intervention de la part de l'exploitant.</p> <p>Par courrier électronique du 30 avril 2024, l'exploitant indiquait à l'inspection avoir créé une nouvelle alerte pour les températures supérieures à 28 °C et nécessitant une action.</p> <p>Le jour de la visite réalisée de façon inopinée, l'inspection a constaté que les deux seuils d'alerte étaient programmés à 20°C (comme lors du contrôle précédent).</p> <p>L'exploitant a déclaré que les valeurs d'alerte étaient modifiées en cours d'année pour tenir compte de la température extérieure. Le jour de la visite, aucun dépassement de température du grain n'a été constaté. L'exploitant a ajouté qu'il contrôlait les températures tous les jours.</p> <p>L'inspection a demandé à consulter la consigne de suivi de la température.</p> <p>Par courrier électronique du 2 juin 2025 l'exploitant a transmis un extrait de la procédure de surveillance de température. Cette procédure indique que la température du grain stocké doit être surveillée de façon hebdomadaire. L'exploitant respecte sa consigne.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installations de séchage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/05/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société LEPICARD AGRICULTURE (n°SIRET 977 080 035 00065), dont le siège social est situé 21, rue Jacques Ferny à YERVILLE (76760) est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour son établissement situé route de la mer à BELMESNIL (76590) :</p> <p>[...]</p> <p>- l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2012, en procédant <u>avant la mise en service du séchoir et au plus tard le 30 juin 2024</u> :</p> <p>-> au nettoyage du séchoir et du filtre persienne du brûleur,</p> <p>-> au remplacement des pièces listées par l'organisme de contrôle dans son document "Opération d'entretien dans le cadre du SAV" du 14 février 2024,</p> <p>-> au contrôle des asservissements après le remplacement de la vanne redondante,</p> <p>-> au contrôle de la colonne sèche du séchoir.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>En réponse à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 mai 2024, l'exploitant avait transmis à l'inspection par courrier du 05 août 2024 les éléments suivants :</p>

- des photographies attestant du nettoyage,
- le devis signé du 28 avril 2024 pour remise en état du séchoir
- la fiche déplacement pour travaux du 3 au 5 et 22 juillet 2024
- la fiche de déplacement du 29 juillet 2024 pour le contrôle des asservissements suite au remplacement des vannes (l'installation est conforme)
- le rapport de contrôle du 14 juin 2024 des 2 colonnes sèches (installation conforme).

Tous ces éléments répondent à la prescription. **La situation a été régularisée sur ce point.**

Le jour de la visite l'exploitant a déclaré que l'entretien du séchoir allait être réalisé avant la prochaine moisson.

Pour courrier électronique du 2 juin 2025 l'exploitant a indiqué qu'une inspection du séchoir sera réalisée deuxième quinzaine de juin pour identifier les opérations de maintenance éventuellement à réaliser en vue de la prochaine campagne de séchage et qu'un contrôle d'étanchéité du réseau gaz (contrôle de fuite de la panoplie gaz du séchoir) sera réalisée en même temps que la maintenance du séchoir.

Demande n°2 : l'exploitant transmettra à l'inspection, **avant le 1 août 2025**, le rapport de maintenance du séchoir et le résultat du contrôle. En cas de non-conformités, l'exploitant transmettra son plan d'action et les documents justifiant de la levée de ces écarts **avant le 1^{er} septembre 2025**.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Moyens fixes de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2012, article 20

Thème(s) : Risques accidentels, Cuve de propane

Prescription contrôlée :

Dans un délai de six mois, les mesures suivantes devront être mises en place :
[...] la cuve sera protégée par un système d'arrosage fixe raccordé.

Constats :

Le jour de la visite objet du présent rapport, la cuve de propane n'était pas protégée par un système d'arrosage fixe. En effet le bassin initialement en place à proximité de la cuve et utilisé pour le refroidissement de la cuve en cas d'incendie, était, le jour de la visite, totalement rebouché. Des travaux étaient en cours pour la mise en place d'une bâche à eau en lieu et place du bassin d'eau incendie.

Le manomètre indiquait néanmoins que la cuve était remplie à moitié de propane. La cuve, utilisée pour le séchoir, n'est pas utilisée en cette période de l'année.

Par courrier électronique du 2 juin 2025 l'exploitant a déclaré que la bâche serait installée pour fin

juillet 2025.

Commentaire n°1 : l'absence de moyen permettant l'arrosage de la cuve de propane constitue une non-conformité, de plus, l'inspection n'a pas été informée, pas plus que le SDIS, de cette modification et de l'absence de protection incendie pendant la durée des travaux.

Considérant que les installations de séchage ne sont pas utilisées pour le moment, l'inspection ne propose pas de mise en demeure.

Demande n°3 : l'exploitant fait réceptionner la nouvelle bâche à eau par les services du SDIS. Le rapport de réception est transmis à l'inspection **avant le 31 juillet 2025.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Moyen de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2012, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Moyen de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Les moyens de lutte contre l'incendie à disposition du personnel sont les suivants :

- des extincteurs portatifs régulièrement entretenus, répartis sur l'ensemble de l'établissement,
- une réserve incendie de 240 m³,
- un accès pompiers,
- deux colonnes sèches situées dans la tour de manutention du silo 2 et dans le séchoir.

L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances.

Ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.

Constats :

Le jour de la visite objet du présent rapport, l'inspection a constaté la présence d'une bâche à eau incendie de 120 m³, équipée d'un poteau d'aspiration. Cependant, la végétation (herbes, orties...) autour de la bâche et du poteau, due à une absence manifeste d'entretien, ne permettait pas d'accéder à ces équipements.

Demande n°4 : l'exploitant réalise le nettoyage autour de la bâche à eau et du poteau d'aspiration, et en apporte la preuve à l'inspection, **avant le 1^{er} juillet 2025.**

Comme vu au point précédent (Moyens fixes de lutte contre l'incendie - cuve de propane), le jour de la visite, le bassin de 180 m³ avait été supprimé. L'exploitant a déclaré que le maintient du vo-

lume d'eau nécessaire dans le bassin était trop compliqué, et que la mise en place d'une bâche, dont le volume est connu, serait plus pratique. Cependant, les travaux pour installer la nouvelle bâche à eau n'étaient pas terminés, de ce fait, la quantité d'eau disponible sur le site, le jour de la visite, n'est que de 120 m³.

Ceci constitue une non-conformité.

Dans son courrier électronique du 2 juin 2025 l'exploitant indique que la réception de la bâche par le SDIS se fera pour fin juillet 2025, sans toutefois avoir convenu d'une date avec eux.

Commentaire n°2 : le site est un site à autorisation, l'exploitant aurait dû prévenir l'inspection et le SDIS du mode dégradé dans lequel se trouve l'établissement et proposer des mesures compensatoires pour la période des travaux.

Considérant que les travaux engagés doivent être terminés, selon l'exploitant, pour juillet 2025, l'inspection ne propose pas à ce stade de mise en demeure mais demande à l'exploitant de transmettre le récépissé de réception de la bâche par les services du SDIS avant le 31 juillet 2025, comme vu au point précédant. Sans retour de la part de l'exploitant à cette date une mise en demeure à l'encontre de l'exploitant pourra être proposée à Monsieur le préfet de la Seine Maritime.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Stockage d'engrais

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/05/2024, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Condition de stockage

Prescription contrôlée :

La société LEPICARD AGRICULTURE (n°SIRET 977 080 035 00065), dont le siège social est situé 21, rue Jacques Ferny à YERVILLE (76760) est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour son établissement situé route de la mer à BELMESNIL (76590) :

[...]

- l'article 20-b l'arrêté préfectoral du 2 avril 2012, en procédant à la remise en état des murs des cases 5 et 6 du magasin engrais avec des matériaux compatibles avec le stockage d'engrais solides, **avant tout nouveau stockage.**

Constats :

Au cours de la visite du 03 avril 2024, l'inspection avait constaté le stockage d'engrais (NPK 22-6-5 et Nitro 27N+12%SO3) dans une case du silo plat contenant des céréales. Suite à l'inspection l'exploitant avait rapidement évacué ces engrais et transmis un courrier le 30 avril 2024 avec photographies attestant de l'évacuation.

L'inspection avait également constaté que le bardage des cases 5 et 6 du magasin engrais, contenant respectivement de l'engrais triple 15 et du Super 46, avait été réparé avec des panneaux en

bois conteplaqué. La consultation de la fiche de donnée de sécurité des deux produits (Triple 15 et Super 46) avait démontré une incompatibilité entre les produits stockés et les panneaux en bois. L'exploitant avait rapidement retiré les engrais des cases 5 et 6 (courrier du 30 avril 2024).

L'exploitant avait été mis en demeure de remettre en état les murs des cases 5 et 6 avant tout nouveau stockage d'engrais.

Le jour de la visite objet du présent rapport, l'inspection a constaté que les murs des cases étaient en béton. Le magasin engrais était quasiment vide.

La situation est régularisée sur ce point.

Au cours de la visite, l'inspection a constaté la présence de 11 big bag d'ammo 33,5 %, stockés en extérieur sur dalle béton, et de produits fertilisants stockés en big bag sur palette.

Le jour de la visite, les conditions de stockage des engrais sont conformes aux prescriptions.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 8 : Nettoyage des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations

Prescription contrôlée :

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

Constats :

Le jour de la visite réalisée de façon inopinée, le silo 2 (silo vertical) était très empoussiéré, des dépôts de plusieurs centimètres de poussières étaient présents sur les parois intérieures, le sol, les tuyauteries (de transfert de céréales et d'aspiration), le pied d'élévateur... Des céréales étaient présentes au sol, en grande quantité, sur les différents étages du silo, l'exploitant expliquant qu'il y avait eu une fuite. Les repères peints au sol, prescrits par arrêté préfectoral du 2 avril 2012, n'étaient absolument pas visibles.

L'exploitant a déclaré que le dernier nettoyage, des parties accessibles, remontait au mois de février 2025, sans toutefois présenter d'enregistrement de ce nettoyage.

L'exploitant a présenté un fichier « suivi des travaux et maintenance » où selon lui les dates de nettoyages auraient dû être notées.

Demande n°5 : l'exploitant enregistre les nettoyages réalisés **dès le prochain nettoyage.**

L'inspection a questionné l'exploitant sur le nettoyage des parties difficilement accessibles (poutres métallique au-dessus des cases, tuyauteries, chemins de câbles, parois...) pouvant nécessiter l'intervention d'une entreprise spécialisée. L'exploitant a déclaré ne pas se souvenir de la réalisation d'un nettoyage par une entreprise spécialisée.

L'absence de nettoyage aussi bien des parties accessibles, que des parties difficilement accessibles, constitue une non-conformité.

Non-conformité n°1 : considérant l'état d'empoussièrement constaté dans le silo 2, l'inspection propose à Monsieur le préfet de la Seine Maritime de mettre en demeure l'exploitant de :

- procéder au nettoyage des parties accessibles, et d'en apporter la preuve par l'envoi de photographies ;
- procéder au nettoyage des parties difficilement accessibles (poutres métalliques au-dessus des cases, chemins de câbles, tuyauteries de transfert, parois de la tour de manutention et des cases);
- faire respecter des procédures des procédures de nettoyage

Le jour de la visite, l'inspection a questionné l'exploitant sur la réalisation de maintenance de la centrale d'aspiration. L'exploitant a déclaré qu'un contrôle annuel était réalisé mais qu'il ne disposait pas du rapport sur le site.

Par courrier électronique du 2 juin 2025 l'exploitant a transmis le rapport d'intervention pour le contrôle de dépoussiéreur, daté du 15 avril 2025, dont les conclusions sont les suivantes :

- dépoussiéreur FDI 80 poches : Mauvaise étanchéité des joints de capots, infiltration d'eau ;
- dépoussiéreur INVERSAIR 24 manches : RAS Filtre normalement encrassé
- dépoussiéreur cyclone 41 manches : RAS

Demande n°6 : l'exploitant transmet à l'inspection, **avant le 31 juillet 2025**, le PV d'intervention pour la remise en état du joint du capot du dépoussiéreur FDI 80 poches.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois